

Le pont enjambe aussi les polémiques

Il y a 15 ans, Orléans inaugurerait le pont de l'Europe. Si l'ouvrage fait aujourd'hui (quasi-) l'unanimité, il est sorti de terre dans la douleur. La *Rep* revient, toute la semaine, sur l'histoire de cette construction monumentale, la dernière réalisée à Orléans.

Florent Buisson

florent.buisson@centrefrance.com

Avant même de sortir de terre, le pont de l'Europe déclençait déjà les polémiques.

« Un pont qui ne sert à rien, ne mènera nulle part et portera préjudice à la nature environnante » pouvait-on entendre alors, dans la bouche des adversaires politiques de Jean-Pierre Sueur, maire PS d'Orléans, à l'initiative du projet.

« Mon adversaire lors des législatives de 1997, Antoine Carré (UDF-PR), avait même fait campagne sur le thème "Non au pont", se souvient l'actuel sénateur, et il avait gagné de peu... »



AUJOURD'HUI. Les travaux d'entretien sont encore parfois pointés du doigt. ARCHIVES

À la fin des années 1990, le socialiste est aussi attaqué sur sa gauche, par le communiste Michel Guérin, maire de Saran, qui juge le projet trop coûteux

et lui aurait préféré « l'ouverture gratuite de l'autoroute au trafic urbain ».

À la même période, la grogne sociale s'ajoute aux

contestations politiques.

Des salariés de l'entreprise locale Baudin-Châteauneuf, spécialisée dans la construction de structures de ponts, protestent

contre cet ouvrage dont la réalisation a été confiée à un groupe franco-belge. Au son de « l'architecte est espagnol, le pont sera belge et les chômeurs français », ils manifestent aux portes de la mairie d'Orléans.

« Baudin était beaucoup plus cher que ses concurrents », expliquent, à l'époque, les responsables de l'intercommunalité orléanaise (*La Rep' du 14 mai 1998*).

Une affaire juridico-financière

Pourtant, c'est le surcoût final du pont qui fera débat quelques années plus tard. Le budget a été dépassé d'une dizaine de millions d'euros (*), en intégrant les dédommagements que l'Agglo et l'État ont dû payer à certaines entreprises. Chantiers modernes, chargée des fondations, par exemple, a dû engager des frais supplémentaires pour couvrir des dépenses imputables

à certains imprévus.

Après plusieurs années de procédure, le tribunal administratif d'Orléans a donné partiellement raison aux entreprises, en 2008, condamnant l'Agglo (et l'État, dont les services géraient la maîtrise d'œuvre du pont) à leur verser plusieurs millions d'euros.

Sur le coût final, Jean-Pierre Sueur se fait moins disert, expliquant que le budget a été « dépassé, mais pas énormément ».

S'il fait quasiment l'unanimité aujourd'hui, le pont de l'Europe continue d'agacer, en raison de problèmes de circulation ou des factures d'entretien notamment.

Son dernier gros lifting, en 2012, a coûté 500.000 € hors taxe. ■

(*) Le coût du pont est estimé à 65 millions d'euros, en 2015, soit 341 millions de francs de l'époque.

DEMAIN

Dernier volet de notre série, consacré à l'avenir du site, et de la tête nord du pont notamment.